



QUELLES ÉNERGIES POUR DEMAIN ?

Suite à la loi de transition énergétique, adoptée par la précédente Assemblée Nationale en mai 2015 (sans véritable consensus : 308 voix Pour, 217 voix Contre et 31 Abstentions), l'heure est aujourd'hui à la traduction concrète de cette loi au travers de la Programmation Pluriannuelle de l'énergie (PPE). Le mix énergétique sera ainsi fixé pour les dix prochaines années, mais comme vous pourrez le constater dans ce dossier, le consensus est aussi loin d'être atteint à l'Ufict-CGT également... Un bon exercice de confrontation de la diversité des idées.

Photo CC0



A LA RECHERCHE DU MIX ÉNERGÉTIQUE IDÉAL

Ce sujet clôturait les journées d'été et le débat très contradictoire qui a suivi les présentations démontre que chacun a son idée sur le mix des 10 ans à venir. Une PPE controversée, dont la sortie est retardée (version provisoire fin octobre et définitive

en fin d'année), et qui n'est d'ailleurs peut-être pas sans lien avec la démission du Ministre Hulot...

Dès l'introduction, **Jean-Paul Rignac** (administrateur salarié EDF) et **Eric Buttazoni** (coordinateur CGT groupe Engie) recadrent le débat : « *Quand on parle énergie, le E de PPE, il faut partir du mix français actuel où 45% de notre consommation d'énergie provient du pétrole. Rentrer dans la polémique pour ou contre le nucléaire focalise le débat sur moins de 20% de notre mix. Notre problème énergétique est donc bien le pétrole, et notamment les transports : un secteur « oublié » de la loi de transition énergétique* ».

Guillaume Razongles (Institut National de l'Énergie Solaire INES Chambéry) présente les dernières avancées en matière de solaire.

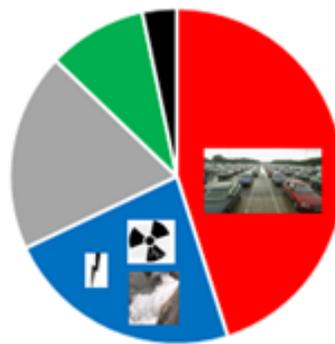
« *Le solaire se développe partout dans le monde et beaucoup plus vite que les prospectives. Les prix s'effondrent : 40 €/MWh en Allemagne dans les appels d'offres photovoltaïque (PV) pour de grandes fermes solaires au sol, et descend même à 20 au Moyen Orient. Au niveau résidentiel, l'autoconsommation devient de plus en plus rentable.* ».

Laurent Smaghe (EDF Energies Nouvelles) confirme, même si tout n'est pas rose pour les conditions sociales dans les énergies vertes. Lui-même est à la convention Syntec : une convention dont le contrat de travail tient en deux pages avec pratiquement aucun avantage social aux salariés et très peu de droits syndicaux. Il analyse le marché des EnR (Energies Renouvelables) comme très atomisé et très financiarisé, avec une concurrence effrénée : « *Même à des prix inférieurs à 20 €/MWh EDF EN perd des marchés à l'international !* ». Pour lui, le développement du secteur des EnR est inéluctable et la CGT se doit d'y être

présente pour améliorer des conditions de travail qui y sont déplorables (salaires, précarité, turnover important, sous-traitance à bas coûts, pénibilité des métiers de maintenance...). Mais si la bataille de la fabrication du PV est perdue (presque tout vient de Chine), il juge encore possible de gagner celle de l'éolien Off Shore (en mer). Sur le sujet des services, **Stéphane Gallia**y (Cofely Engie)

Mix énergétique France 2016 La moitié de l'énergie consommée est du pétrole !

Répartition en énergie finale



Produits pétroliers	45%	CO ₂
Electricité	23%	
Gaz	19%	CO ₂
EnR thermiques et déchets	10%	
Charbon et coke	3%	CO ₂

Consommation finale totale = 1 884 TWh

Tout n'est pas rose pour les conditions sociales dans les énergies vertes

dresse lui aussi un tableau social peu reluisant : une sorte de « Far West » d'acteurs privés assoiffés de profits, avec un glissement d'une logique de moyens à une logique de performance et de rentabilité à outrance. Cascades de

sous-traitance en maintenance, pléthores de nouvelles offres... mais aucune anticipation. Les commerciaux proposent des offres toujours moins chères à leurs clients, et c'est aux techniciens de jongler pour trouver des solutions une fois le contrat signé. Tout cela dans un contexte où le numérique prend de plus en plus de place... et

avec plus d'économies en ligne de mire, y compris sur la formation.

Il alerte sur de trop nombreux accidents de travail et sur un problème de santé publique avec la biomasse : « *Les poussières de bois sont le scandale de l'amiante de demain !* ».



Photo CCO

Jean-Michel Poupon et Alain Masse (Air Liquide) détaillent une initiative sur l'ancien site de Lacq, avec de l'hydrogène (H₂) décarboné. Face à la diminution des emplois locaux et sous l'impulsion de la CGT, ils portent un projet de réindustrialisation qui utiliserait les ressources et l'énergie disponibles sur place. Ils insistent sur le fait que, pour eux, le stade de l'expérimentation est déjà validé et que c'est maintenant une phase d'industrialisation du procédé. Car le prix de l'H₂ décarboné est en constante diminution : il reste encore plus cher que l'H₂ issu du gaz naturel, sauf à utiliser des énergies gratuites. Cela pourrait donc être une des solutions pour stocker l'énergie fatale des EnR, mais aussi pour remplacer le pétrole dans les transports (camions, trains...)...

Un débat très contradictoire a suivi les présentations

Pour **Marc Wojtowicz du CEA** : « Il faut encore des progrès technologiques, sur la Pile à combustible et l'H₂, mais cela exige des efforts de recherche, à un moment où l'Etat se désengage de plus en plus. Mais tant que le pétrole et l'électricité resteront bas, les industriels n'investiront pas ».

Serge Vidal d'EDF R&D rappelle que la CGT s'est très impliquée dans la PPE (cahiers d'acteurs de fédérations FNME, ONG SOS Futur, FNIC (chimie, où le caractère public de l'énergie est en introduction et en conclusion), et aussi confédéral). « L'objectif c'est d'abord satisfaire les besoins et réindustrialiser le pays ».

Beaucoup de perplexité sur des exposés EnR très (trop ?) optimistes

Quelle cohabitation avec les autres énergies alors que le réseau électrique n'a pas été conçu pour leur intermittence ? Qu'en est-il des ressources en terres rares nécessaires à leur fabrication ? Quelle tenue dans le temps des rendements et des panneaux PV ? N'y-a-t-il pas un risque

de blackout du réseau européen interconnecté ?...

Valérie Gonçalves (Bureau Ufict) enfonce le clou en reprenant un rapport récent de la cour des comptes :

« Le soutien aux EnR a coûté 121 milliards d'euros et 68% des Charges de Service Public de l'Electricité (CSPE) sont dues aux EnR subventionnées. Les précaires énergétiques payent parfois plus de CSPE qu'ils ne perçoivent d'aides via les tarifs sociaux (TPN et TSS) ». Elle relativise aussi le poids de l'électricité qui ne produit que 6% du CO₂ en France.

Claire de Pascale (CEA) prend le contre-exemple de l'Allemagne, qui pourrait satisfaire tous ses besoins avec des EnR, mais qui plafonne à 30 ou 40%. Du fait de l'intermittence le prix spot devient parfois négatif ! « Ce sont ses voisins qui évacuent cette électricité... avec l'argent qui va avec ». La réflexion PPE ne

doit donc pas se cantonner à du franco-français. Elle doit intégrer tout le système y compris le stockage, l'H₂... pas encore mature pour elle au niveau industriel.

G. Razongles répond que les 121 Md € sont liés aux contrats du passé, quand les EnR étaient bien plus chères. Désormais le soutien aux EnR est plus faible, avec des emplois d'installation et de maintenance non délocalisables et un surcoût de l'intermittence pour le réseau estimé en dessous de 20 €/MWh. **L Smagghe** enchaîne : « Les données de la cour des comptes datent de deux ou trois ans. Désormais, avec l'évolution technologique, tout va très vite et les coûts des EnR et du stockage baissent d'année en année. Certes, il y a des problèmes d'équilibrage de réseau... mais avec 30% d'intermittence ! La France n'est qu'à 7% : il y a donc encore de la marge ». Pour lui, nous devons nous préparer à passer du centralisé au décentralisé (comme il y a 20 ans dans l'informatique). Mais cela ne se fera pas en l'espace d'un an, et si les entreprises françaises n'y vont pas, ce seront les entreprises étrangères qui le feront, et l'industrie française aura tout perdu.

Le nucléaire est certes, décarboné, mais est-il vraiment sûr ?

Cette interrogation fait bondir **Mickaël Kazmaier** du CEA : « S'il y a le moindre doute sur la sûreté nucléaire, alors il faut tout stopper ! Avec le dédoublement, voire le triplement des circuits de sécurité, les mesures post-Fukushima... la sûreté est meilleure aujourd'hui qu'hier, mais cela fait grimper le prix du nucléaire existant et de l'EPR ». Pour lui l'H₂ de Lacq est un excellent exemple d'une gestion durable des ressources naturelles. Il met en parallèle la IV^{ème} génération qui assurera une meilleure gestion de la ressource en uranium... si les moyens de recherche sont là pour l'industrialiser.





Et le statut dans tout cela ?

« Qu'en est-il de la généralisation des droits sociaux » s'inter-

roge **Priscille Cortet** (secrétaire Générale Ufict) ?

« Les salariés des filiales ne sont pas au statut ! Le réclament-ils ? ».

« C'était une de nos revendications lors de la fusion d'Engie, mais aujourd'hui c'est bien trop éloigné de notre situation pour le revendiquer » répond

S Galliaï. « Notre

urgence c'est les suicides : 8 en 3 ans ! ».

L Smaghe confirme que « les jeunes sont plus attirés par plus de salaire que par une meilleure retraite ».

Laurent Putoux (Ufict Auvergne Limousin) met tout le monde d'accord : « Vous êtes le visage du pôle public de l'énergie qui ne doit être que 100% public, et les barrages sont au cœur de l'actualité ».

Guillaume Bathaomy (RTE IdF) renchérit : « Notre responsabilité c'est le social. Statut, précarité, nomades du

nucléaire... les jeunes sont à l'écoute de toutes ces propositions. Ça montre une CGT qui n'est pas que dans l'opposition ».

Pour **Florian Chollet** (ingénierie EDF) : « Nous ne devons pas aller à l'encontre de la société. Il faut défendre les salariés, s'opposer au low cost salarial et au dumping social »... Aller vers des emplois plus durables en quelque sorte.

Aller vers des emplois plus durables

En guise de synthèse CGT sur la PPE

« Répondre aux besoins des populations. Faire des économies d'énergies. Aller vers un mix énergétique optimisé et diversifié, à faibles émissions CO₂,

accessible à tous, avec des EnR et un parc nucléaire modernisé et démocratisé ».

Un sujet loin d'être épuisé et qui restera encore d'actualité dans les mois à venir. ■

Photo CC0

